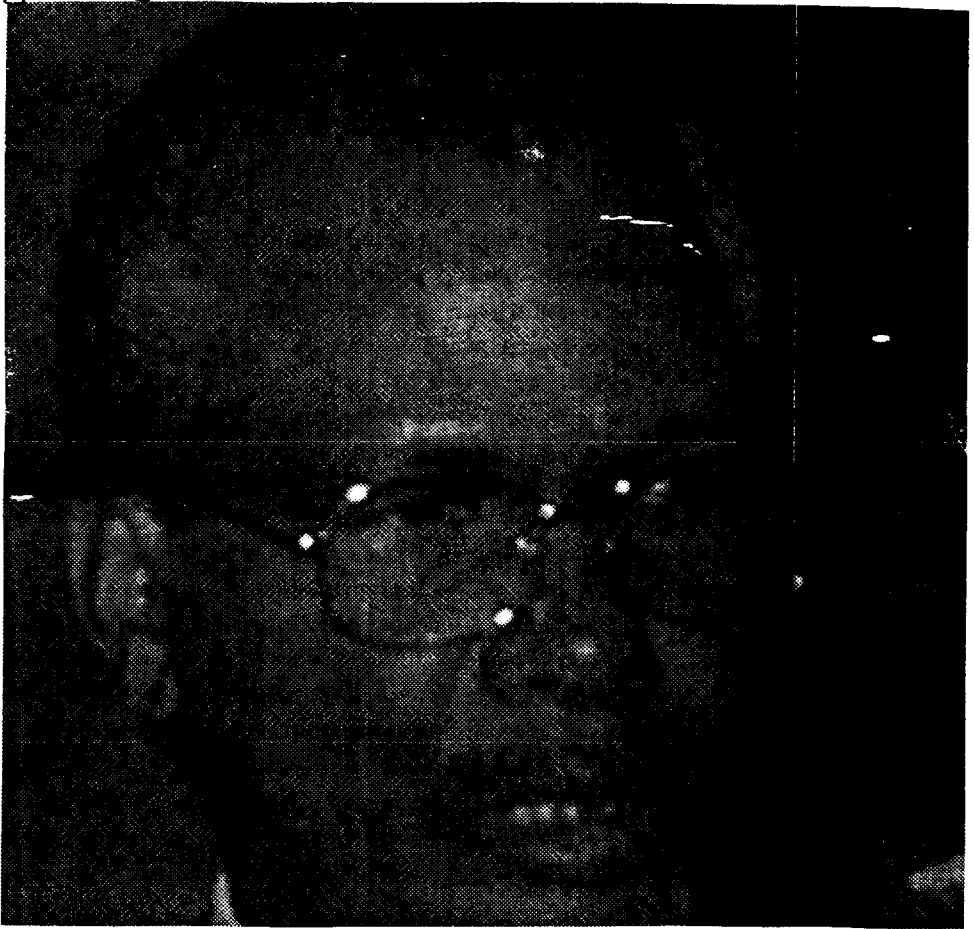


Le joker face à l'usure



Le conseil national du Prds tant attendu, s'est finalement tenu pendant la seule journée du 8 juillet 2005. L'attention était focalisée ailleurs. Dans le contour des débats, planaient l'urgente nécessité d'un changement et l'impérieuse obligation d'introduire une réforme radicale au sein du dispositif actuel. Le président Ould Taya, dit-on, est assez conscient du blocage de la situation et de la dégradation générale de l'état du pays. Pour les initiés du pouvoir, toute réforme passe nécessairement par le départ de l'équipe gouvernementale, dirigée par M.Sghaïr, lancé en joker en juillet 2003. Analyse.

Le conseil national du Prds tant attendu, s'est finalement tenu pendant la seule journée du 8 juillet 2005. L'attention était focalisée ailleurs. Dans le contour des débats, planaient l'urgence ressentie d'un changement et l'impérieuse obligation d'introduire une réforme radicale au sein du dispositif actuel. Le président Ould Taya, dit-on, est assez conscient du blocage de la situation et de la dégradation générale de l'état du pays. Pour les initiés du pouvoir, toute réforme passe nécessairement par le départ de l'équipe gouvernementale, dirigée par M. Sghair, lancé en joker en juillet 2003. Analyse.

6 juillet 2003-6 juillet 2005.

Voilà deux ans que Me Sghair Ould M'Bareck dirige le gouvernement ! Deux années vécues avec l'espoir du pétrole, mais deux années où le régime aura connu plus d'un séisme.

Juin 2003. Soupé débasé d'une tentative de coup d'État fomentée dans la rue par un ancien militaire converti en taximan, le président Ould Taya a sévi contre son entourage politique immédiat. Cette dernière, accaparée par l'appât du gain et par la gestion des ragots des salons de Nouakchott, n'avait rien vu venir. La carence du système devenue humiliante, une sanction pour l'exemple s'imposait. L'omnipotent Dircab d'alors, longtemps faiseur de fortunes et de décisions, l'ex-premier ministre et les membres du cabinet du président, les principaux chefs des unités de l'armée, tous sont mis à la touche.

Aux yeux de l'opinion, ils seront pour un bon bout de temps, des «pestiférés». Pourtant, le régime qu'ils ont façonné, deux décennies durant, perdra en eux, l'un des socles de sa solidité. Avec leur départ, le pouvoir n'a plus d'hommes d'ombre. C'était le 3 juillet. Trois jours plus tard, les Mauritaniens qui s'attendaient à une rupture avec le règne de l'avant 8 juin, se réveillent dans la torpeur, et une attente déçue : la montagne avait accouché d'une souris ! Le Premier ministre qui devait impulser les réformes est un illustre connu. Il sort du moulin du sérail. C'est un homme ambitieux, mais qui ne dispose pas des moyens intellectuelles et politiques de son ambition. C'est un sous-fifre politique parachuté au sommet de la hiérarchie. Il s'agit de Me Sghair Ould M'Bareck, plusieurs fois ministre, sorti par la petite porte après qu'un de ses proches eut organisé une fuite à large échelle des épreuves du baccalauréat en 2000. L'unique grand signe dans cette cooptation, et ce n'est pas des moindres, est l'ascendance haratine de celui qui se voyait nommé chef du gouvernement. Le Premier ministre qui avait

les coudées franches, mit en place son premier gouvernement. Ceux qui s'attendaient à de profondes réformes tirées des leçons de l'avant-8 juin, seront très vite déçus. La gestion de la chose publique n'avait connu aucune amélioration. Seul changement noté avec l'arrivée des nouveaux membres du gouvernement, le pouvoir faisait de nouveaux riches !

Ould Taya, après avoir été le premier à promouvoir un Hartani de souche à la tête d'un ministère, en l'occurrence Messaoud Ould Boulkheir en 1984, parvint néanmoins à lancer un grand défi à la féodalité conservatrice maure. Le coup de gueule est surtout adressé à certaines notabilités accusées, peut être à tort, de sympathie avec les conjurés du 8 juin.

Tenir bon

Depuis sa nomination à la tête du gouvernement, Maître Ould M'Bareck a fait étalage d'une petite forme. Pris en tenaille entre une conjoncture globalement difficile et une demande, sociale et politique, assez forte, le PM aura beaucoup flotté. La navigabilité à vue est sa seule marge de manoeuvre. Son commandant tient la barre et la boussolle. La survie est son souci majeur. Sa carapace se durcit non-obstant les critiques qui fusent de partout.

Visiblement mal assis politiquement malgré le crédit qu'on essaie de lui donner dans certains milieux, l'homme du Hooh tente toutefois de marquer un semblant de terrain que lui disputent des grandes pointures de son équipe. Ses domaines d'action semblent être réduits à certaines nominations et à la signature de juteux contrats, dont certains sont de gré à gré, ceux-là même qui avaient fait la fortune de son prédécesseur et qui ont valu à Cheikh El Avia la chute libre qu'il vit encore.

L'économie, moteur d'action de tout gouvernement, n'est pas le point fort de Me Sghair Ould M'Bareck. Les grandes lignes de ce secteur sont dessinées à la Présidence et l'exécution incombe à des ministères techniques dont les tenants

s'en résistent directement au Chef. La politique monétaire, partie la plus importante et la plus sensible aujourd'hui du programme économique du gouvernement, pour ses incidences sur le bilan macro-économique et son impact direct sur le niveau de vie des citoyens, est entre les mains d'un trio libre qui dispose d'une carte blanche : Zein Ould Zeidane (BCM), Mohamed Khaled Ould Sidiya (Finances) et Mohamed Ould Didi (Affaires économiques et Développement). Le pouvoir d'achat du citoyen se dégringole : les prix grimpent à une cadence jamais égalée, les services se rétractent comme une vulgaire peau de chagrin. Et pourtant, Sghair Ould M'Bareck est censé connaître la régulation des prix des denrées de base, lui qui est issu d'un milieu défavorisé et qui fut longtemps ministre du Commerce !

Marquer son territoire

Dans la perspective euphorique de l'ère du pétrole, le Premier ministre s'inscrit dans le registre des absents. Visiblement, comme dit le proverbe, «personne ne remarque son absence, et personne ne le consulte s'il est là». Les cordons de la manne sont gérés par Zeidane Ould Hmeida qui dirige, diligente, fait, commande, passe des contrats et des avenants, souvent dans une opacité totale. Le Premier ministre ne fait qu'approuver; les instructions vien-

nent d'ailleurs. M. Ould Hmeida qui se sent investi de la mission d'un super ministre du pétrole n'en fait qu'à sa tête. Il truffe le secteur de ses proches qui ne sont pas forcément des sommités en matière de compétence et exclut des pans entiers de la société mauritanienne du secteur. Histoire de marquer son terrain et de perpétuer une certaine exclusion dès le début des «affaires». Le Premier ministre n'en a cure ! Pourvu que le strapontin ne tremble pas trop dans la boursasse de l'avant exploitation. Pourvu que tout se passe bien pour lui jusqu'à la commercialisation du premier baril de pétrole. Après, on verra...

Dans les affaires intérieures, le Premier ministre s'en limite à entendre quelques comptes-rendus sur la situation qui laisse pourtant à désirer à tous égards. L'administration fonctionne avec les mécanismes archaïques des équilibres tribalo-ethniques. Les représentants de l'État, pourtant sous sa commande, n'en font qu'à leurs sentiments, les lois et règlements sont foulés aux pieds, les droits sont piétinés. L'administration dont la réforme, dit-on, est en voie d'être engagée, éprouvera certainement des difficultés à atteindre la cap. Tellement l'autorité est noyée dans le lobbying malsain, le peu de souci pour la chose publique et le non respect des droits des gens. Les institutions fonctionnent au ralenti et leur ren-

dement n'est ressenti que par les perroquets de la presse officielle. Les silences «complices» du PM face aux dernières bavures de la police ayant coûté la vie à de paisibles citoyens en dit long sur son autorité.

En matière de diplomatie, le Premier ministre a fait quelques sorties remarquées. La plus illustre est celle de Doha au sommet des «77 + la Chine». Invité du journal de 20 heures d'Al Jazeera, il tiendra des propos cohérents, mais parfois vagues, ne ratant pas l'occasion «d'applaudir». Récemment, il a séché la clôture du sommet de l'Union africaine où il représentait le pays. La diplomatie étant certes la chasse gardée du président de la République, le PM mandaté, avait obligation de ne pas faire de la figure.

Globalement, Me Sghair Ould M'Bareck laissera l'image d'un Premier ministre assez ordinaire. Comme ses prédécesseurs, Cheikh El Avia, Sidi Mohamed Ould Bou-bacar. Contrairement à Ould Guis, Sghair n'aura pas sévi contre la gabegie. La guerre que le peuple attendait contre la corruption, la mauvaise gestion, l'incurie de l'administration, le zèle des services de sécurité, l'absence du droit et de la justice auront marqué son mandat. Et nul ne sait encore combien de temps il va tenir.

CA